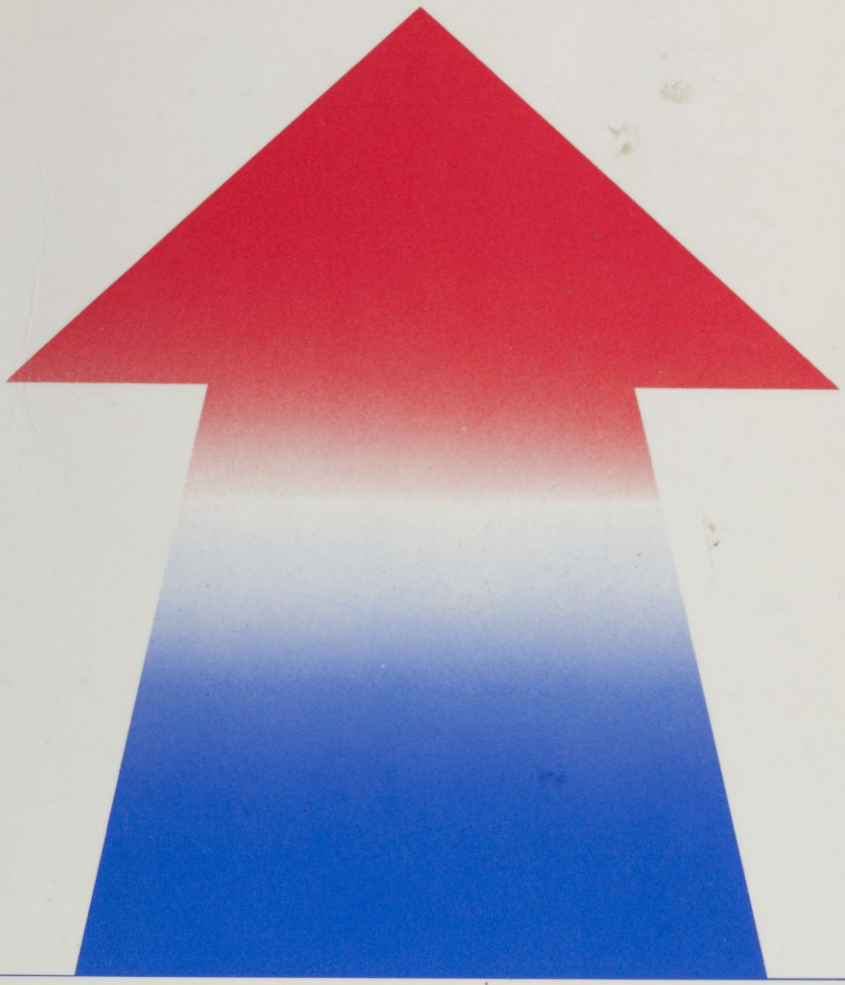
CLUB DE L'HORLOGE

LES RACINES DU FUTUR

Demain la France



MASSON

DIFFUSION ANDRÉ LESON

9L

LES RACINES DU FUTUR

Demain la France

8° L 3H
451

Chez le même éditeur

La Révolution Libérale, par Philippe Malaud. 1976, 176 pages.

Colloque d'Epernay, sous la présidence d'Edgar Faure, 1977, 176 pages.

Les Français 1945-1975. Chronologie et structures d'une société, par Gérard Vincent. 1977, 388 pages.

Collection «Leur vie»

Pierre Laval, par F. Kupferman. 1976, 192 pages, avec photos hors-texte

Léon Trotsky, par L. Comby. 1976, 192 pages, avec photos hors-texte.

Club de l'Horloge

LES RACINES DU FUTUR

Demain la France

MASSON
Paris New York Barcelone Milan
1977

DL-06-10-1977-22783

MASSON S.A.	120, Bd Saint-Germain, 75280 Paris Cedex 06
MASSON PUBLISHING USA Inc.	14 East 60th Street, New York, N.Y. 10022
TORAY-MASSON	Balmes 151, Barcelona 8
MASSON ITALIA EDITORI S.p.A	Via Giovanni Pascoli 55, 20133 Milano

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays.

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» (alinéa 1er de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© *Masson, Paris, 1977*

ISBN : 2-225 - 47938-0

Imprimé en France

Cet ouvrage a été rédigé
par les membres de la Commission Société
du Club de l'Horloge

MM. Philippe Baccou, Michel Bauchot, Alain Bercot,
Yvan Blot, *Président du Club de l'Horloge,*
Jean-Yves Le Gallou, *Président de la Commission Société,*
M^me^ Anne-Laure Le Gallou, MM. Michel Leroy,
Richard de Maismont, René Maurice,
Bruno Mégret, Olivier d'Ormesson,
Hugues Pignot, Charles Rostand, Bruno Tellenne.

Club de l'Horloge
24, rue de Monttessuy, Paris VII^e^
Tél. : 551-35-21

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS

Table des matières

Introduction. Pour le redressement 9

Le ressort brisé, 9
Relever le défi, 11

La logique du déclin

Chapitre 1. La spirale de la mort 17

L'implosion démographique, 17
Les idéologies de la démission, 23
Eviter le suicide collectif, 28

Chapitre 2. La société autophage 31

Du dissensus à la délinquance : la société victime 33

Le consensus perdu, 33
La société tribalisée, 38
Le droit au crime, 40

De l'anomie à l'atomisation : la société coupable 46

Echec à la loi, 48
L'homme subjectif, 52
La société antisociale, 54

Chapitre 3. Le vertige éthique 57

La rupture de la tradition 58

Ségrégation des âges, 58
Fin de l'éthique républicaine, 60
L'Eglise désaffectée, 61

La société marchande 66

L'étalon-argent, 68
L'impérialisme du vide, 69
L'équilibre perdu, 73

Le totalitarisme métapolitique 76

Extirper le sacré, 80
Le prêt-à-penser, 81
Les contre-pouvoirs culturels, 85

Conclusion. La dépendance nationale 87

L'invasion culturelle américaine, 89
L'impérialisme idéologique soviétique, 91

Le modèle européen

Introduction. La société et ses trois fonctions 95

La société mutilée, 95
La civilisation amnésique, 96
Le renouveau européen : une société complète, différenciée, équilibrée, 96

Chapitre 4. Souveraineté : le ressourcement 99

L'essence du politique 99

Surréel et souveraineté, 99
L'autorité créatrice, 106
Gouverner, c'est contraindre, 111

Le discours et l'action 112

Un discours politique autonome, rééquilibré, novateur, 112
Une politique dans l'Histoire, 115
Politiser le gouvernement, 119

Chapitre 5. Armée-Nation : la réconciliation 123

La greffe et son rejet 123

Grandeur et décadence de la fonction guerrière, 124
Du pouvoir militaire au pouvoir économique, 126
Le ghetto éthique, 127

Pour la symbiose armée-nation 131

Nationaliser la défense, 132

Pour une nouvelle politique de défense 134

Contre le syndrome de Munich (vouloir se défendre), 135
Contre la stratégie Maginot (savoir se défendre), 140
La politique et ses moyens (pouvoir se défendre), 141

Pour la revalorisation du statut militaire 147

Conscription : pour un service authentiquement militaire, 148
Carrière : pour un statut spécifiquement militaire, 151

Chapitre 6. Economie : la dynamique de la liberté 153

Liberté contre collectivisme 155

Les trois logiques de l'économie, 155
Le mécanisme du marché, 157
Définir des priorités, 161
Agir sur les mentalités, 167

Responsabilité contre bureaucratie 168

Redéployer l'intervention publique, 170
Soutenir la famille, 171
Assouplir la Sécurité sociale, 172

Equité contre égalité 178

La psychose égalitaire, 178
La vraie justice : l'équité, 182
Agir pour l'équité, 183

L'homme et ses dimensions

Introduction. Le citoyen et sa triple identité 187

La foule solitaire, 187
Le triple enracinement, 193

Chapitre 7. La différenciation individuelle 195

Valoriser la famille 198

L'animal matricole, 198
Le foyer contre la crèche, 200
Les droits de la mère, 202

Personnaliser l'éducation 207

Une éducation d'hommes libres, 208
Primaire : l'acquisition des bases, 213
Secondaire : l'école personnalisée, 214
Supérieur : contre l'Université-parking, 217
Rallumer la guerre scolaire ? 220

Chapitre 8. Le repaysement 223

L'individu déraciné 225

Le cancer suburbain, 227
Du collectif au collectivisme, 228
Enracinement et participation, 230

Des territoires pour l'homme 233

La commune comme communauté, 236
Le pays, territoire de l'homme, 240
La région, échelon du développement économique et culturel, 244

Chapitre 9. La France et l'élan européen 247

Un péril commun : l'Union soviétique 248

L'Europe, objet de l'histoire, 248
Un fauteuil sur le Titanic, 252

Un mythe spécifique : l'identité européenne 253

Le droit européen à la différence, 253
A la recherche du mythe perdu, 255
L'Europe, sujet de l'histoire, 259

Une force motrice : la France 259

Les atouts du couple France-Allemagne, 260
La France, Prusse ou Piémont de l'Europe ? 262
Le Risorgimento européen, 264

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPRIMÉS R.F.

Pour le redressement

Le ressort brisé

Crise pétrolière, crise économique, crise des valeurs, crise de civilisation : des plus accessoires aux plus fondamentaux, la «crise» a aujourd'hui atteint tous les domaines de l'activité humaine. Elle embrase désormais l'ensemble des nations européennes, voire l'Occident tout entier, et la France n'y échappe pas.

Un lent effondrement. Telle est l'impression générale que l'on retire de la lecture des journaux et des livres, de l'écoute des media et des conversations. Mais derrière cette avalanche de propos alarmants et ce concert de gémissements, qu'y a-t-il ? Rien d'autre, semble-t-il, que de l'indifférence, ou une sérénité désabusée. Entre la complaisante description d'un avenir apocalyptique et la réalité quotidienne, tout se passe comme si aucun lien n'existait. Comme si cet avenir, qui est le nôtre, ne commençait pas demain...

Rares sont les hommes qui osent parler du danger, et de son imminence. Et ceux qui le font, ceux qui tentent de réveiller notre conscience assoupie – les Soljenitsyne, les Chaunu et Suffert, les Ellul, les Pauwels – comment sont-ils accueillis ? Au mieux, avec un intérêt poli pour leur intelligence et la qualité de leurs travaux... Et pourtant, c'est de la mort d'une civilisation qu'il s'agit : la nôtre.

A l'échelle de l'histoire, aucun des défis récemment lancés par notre environnement n'a encore été relevé. Comme frappés de stupeur, les peuples européens refusent d'agir : ils craignent d'ouvrir les yeux, de peur de se découvrir dans le miroir. Tel est le fond de la crise. L'Europe agonise, mais elle ne veut pas le savoir.

Toute crise est, fondamentalement, une crise de conscience. Aucune difficulté intérieure, aucun défi extérieur ne pourraient suffire à abattre une nation ou une civilisation : c'est le refus – ou l'incapacité morale – d'y faire face qui annonce le déclin. Les civilisations ne sont pas tuées : elles se laissent mourir.

L'exemple anglais est, à cet égard, probant : dans les années 40, la menace allemande n'a pas été ressentie comme une «crise», mais bien comme un combat à livrer, un défi à relever ; et il l'a été. Pour-

quoi, à l'inverse, la même nation ne parvient-elle pas à surmonter ses difficultés actuelles – objectivement moins menaçantes ? Précisément parce qu'elles sont vécues comme une «crise».

Ce n'est pas un hasard si, en France également, chaque difficulté qui surgit est désormais appelée «crise». Une sorte de torpeur décadente envahit les esprits : l'obstacle n'est plus considéré comme un défi à relever, mais comme une fatalité contre laquelle toute lutte serait vaine. Cet «à quoi bon ?» est révélateur d'un engourdissement mortel ; la notion même de combat disparaît, parce que la volonté de faire face défaille. Le ressort est brisé.

L'Europe est mortelle

La crise française, la crise européenne, c'est la crise de l'homme qui baisse les bras et refuse de combattre. Le principe même de la civilisation est ici atteint ; elle pourrait bien ne pas s'en relever.

Et cependant – est-ce du fait de sa puissance passée ? – on a tendance à croire notre civilisation immortelle. A force de constituer un modèle pour le monde entier, la civilisation européenne était devenue quasiment universelle : on conçoit mal qu'elle puisse disparaître.

La crise n'est que passagère, dit-on alors. Après une période d'adaptation et d'ajustement, la civilisation européenne ne manquera pas de retrouver la vigueur et le rayonnement qui l'ont caractérisée des siècles durant.

Mais rien ne vient justifier cet optimisme béat, tout aussi démobilisateur que le fatalisme inverse. Il n'est pas, en réalité, de civilisation universelle. Il n'y a qu'une influence européenne sur des peuples que leurs origines et leur culture séparent, pour le reste, de l'Europe. Que le rayonnement, le prestige et la présence de l'Occident cessent dans ces pays, et son modèle de civilisation n'y survivrait pas longtemps. Et si en outre les Européens, chez eux, ne croient plus dans la valeur de leur identité et refusent de la préserver pour l'avenir, alors dès le début du III^e^ millénaire leur civilisation ne sera plus qu'un vestige culturel comparable à ceux que nous ont légués la Grèce antique et l'Empire romain. Avec Alexandre, la Grèce avait su imposer à la Méditerranée orientale, et jusqu'à l'Indus, sa langue et sa civilisation ; mais au moment même de sa plus grande extension spirituelle, elle s'appauvrissait en hommes et en biens, elle s'étiolait. Moins de deux siècles après la mort d'Alexandre, la Grèce était devenue province romaine.

Qu'adviendra-t-il des nations européennes ? Les menaces présentes permettent d'en avoir, dès à présent, une idée. Elles peuvent disparaî-

tre physiquement dans un effondrement démographique irréversible. Elles peuvent être submergées par quelque empire militariste et totalitaire. Elles peuvent se disloquer sous les coups portés par des pays agressifs disposant de matières premières abondantes et d'une main-d'œuvre peu exigeante. Dans tous ces cas, l'Europe se transformerait en un conglomérat de peuples vieillis, stériles, livrés à l'humiliation et à la misère.

Tel pourrait être l'aboutissement logique des attitudes de renoncement et de démission que l'on observe aujourd'hui dans nos sociétés. C'est dire l'importance de l'enjeu et la responsabilité historique qui est celle des générations actuelles. Car il faut savoir qu'une telle évolution n'est pas inéluctable : le redressement est possible.

Relever le défi

Face à la crise, nombreux sont déjà ceux qui cherchent à agir. Mais les idéologies et modèles qu'ils proposent – et qui les opposent – se réfèrent à un débat traditionnel pour lequel le problème de la survie ou du déclin de notre civilisation n'est qu'un terrain supplémentaire d'affrontement, et non l'enjeu.

Schématiquement, deux familles d'idées se partagent le terrain. Le courant «conservateur», raccroché aux institutions et aux valeurs d'un passé pré-industriel qu'il idéalise, cherche à élaguer notre société de toutes ses composantes modernes. Il s'avère passéiste et antiscientifique à la fois : crispé dans un refus de principe du changement, quels qu'en soient la nature et l'objet, il tend à nier le progrès, à combattre la science et à prôner un retour à la «vie naturelle», dans un grand élan de rousseauisme naïf.

Cette conception n'est ni très fondée, ni très réaliste. On ne gomme pas ainsi toute une période de l'humanité, avec les sciences et les techniques dont elle a été porteuse. L'opinion conservatrice semble être, en fin de compte, moins une théorie positive qu'une manifestation supplémentaire du désarroi contemporain.

Tel n'est pas le cas du deuxième courant d'idées, dit «progressiste», qui se rattache à une tradition philosophique et politique plus solide. Pour autant, les idéologies de la gauche marxiste sont-elles plus aptes à fournir une réponse décisive aux défis qui nous sont lancés ?

Il est permis d'en douter, d'autant que notre société «en crise» est déjà très largement imprégnée sur le plan intellectuel par ces idéologies. C'est par elles que sont dès à présent animés, consciemment ou non, les contre-pouvoirs économiques et sociaux, l'intelligentsia et une grande partie des mass-media. Et malgré la présence au gou-

vernement d'hommes qui s'y opposent, il semble bien que ce soit elles qui sont à l'origine de la dynamique selon laquelle notre société a évolué au cours des dernières décennies.

Le développement de la bureaucratie avec son cortège de contrôles et de règlements, la croissance des grandes organisations de masse, le souci de plus en plus grand de sécurité, l'obsession d'un égalitarisme toujours plus exigeant, la dénaturation du rôle économique et social de l'Etat obéissent à cette logique : ce sont autant de pas dans le sens du collectivisme. Noyé dans la masse, l'individu voit sa liberté restreinte et son aptitude à l'initiative diminuée ; il acquiert peu à peu, à l'égard de l'Etat, une mentalité d'assisté.

Dans ce contexte, comment la capacité de la nation à relever un défi ne s'effriterait-elle pas ? Et lorsque, de surcroît, l'idéologie dominante oriente les individus vers des préoccupations exclusivement matérielles et égoïstes, comment s'étonner que toute possibilité de sursaut semble définitivement compromise ?

Marx caricaturiste

Ainsi donc, au moment même où les idéologies de gauche dominent le monde des idées au point de faire passer pour des truismes leurs postulats de base, se développe une crise qui est celle de l'homme européen, atteint dans son identité et sa vitalité. Est-il excessif, dès lors, de dire que les utopies de la gauche marxiste ont leur part de responsabilité dans la crise ? On est frappé, en tout cas, de constater à quel point elles s'harmonisent avec les causes humaines de notre déclin.

Des utopies vieillies ne sauraient nous servir de guide pour l'avenir. Le modèle idéologique du marxisme est désormais dépassé : de plus en plus, ses fondements et ses conclusions entrent en contradiction avec les plus récentes découvertes des sciences de la vie. Quant à sa démarche intellectuelle, elle est périmée : pour paraître brillantes et nécessiter une grande agilité d'esprit, ses constructions n'en reposent pas moins sur des bases que l'on sait aujourd'hui simplistes. Prétendre expliquer les comportements individuels ou sociaux à partir de déterminants uniques comme la lutte des classes – ou la sexualité – c'est réduire la réalité, donc l'appauvrir et la trahir. Toutes les pensées réductionnistes substituent ainsi aux phénomènes réels des chaînes de causalité linéaire qui conduisent nécessairement, «en dernière analyse», à des constructions abstraites et extrémistes.

Théorie réductionniste «modèle», le marxisme ne rend compte que d'un aspect de la réalité, qu'il place au centre d'un système à prétention universelle : c'est une caricature du monde réel qu'il dessine

ainsi. Confronté à ce dernier, il n'évite l'échec que par le recours à la violence, seule capable de soumettre la réalité à un schéma théorique. Les «bavures» des systèmes communistes ne sont donc pas des accidents de l'histoire ; elles sont inhérentes à la nature réductionniste de la théorie marxiste.

L'homme européen

Pour répondre aux défis lancés aux sociétés européennes, un modèle différent est nécessaire : un modèle qui prenne en compte les derniers progrès de la science, et qui résulte d'une démarche essentiellement antiréductionniste. Les tentatives d'explication de la réalité à partir d'un déterminant unique prennent, on l'a vu, la forme de constructions intellectuelles complexes et spécieuses ; la démarche à adopter désormais devra être moins ambitieuse, mais plus réaliste.

Au lieu d'être organisée autour d'un mécanisme supposé servir de clef explicative à usage universel, c'est l'homme qu'elle placera au centre de l'édifice. La crise actuelle est une crise de l'homme : c'est donc à partir de l'homme qu'il faudra reconstruire. Et cet homme n'est pas celui des économistes ou des marxistes, des biologistes ou des spiritualistes. C'est l'homme européen tel qu'il est aujourd'hui : ni bon, ni mauvais, irréductible à sa seule hérédité ou à son seul milieu, mais à considérer dans la totalité de son être réel.

Historiquement, l'homme européen est le fruit d'une longue évolution et d'une tradition très riche. Il n'est pas, comme l'«homme-statue» de Condillac, une table rase sur laquelle on pourra construire n'importe quoi. Son passé remonte, bien au-delà de sa naissance, à plusieurs millénaires. On y décèle certains traits spécifiques, certaines permanences qui constituent les fondements de l'identité européenne.

Cette identité peut ne pas être perçue consciemment ; elle ne saurait sans danger être reniée. C'est pour avoir tenté d'appliquer aux peuples européens des modèles étrangers à leur identité profonde que nous subissons actuellement une crise aiguë. Parce qu'elle a renié son passé, notre société se trouve aujourd'hui sans avenir. En perdant la mémoire, c'est la conscience de sa propre identité qu'elle a perdue : aussi est-elle maintenant en proie aux divagations intellectuelles les plus artificielles et les plus pernicieuses.

La guérison de l'homme européen passe par une véritable anamnèse historique : il devra ramener à sa conscience les grands traits spécifiques du modèle européen tel qu'on le retrouve dans 4000 ans de civilisation. Nos sociétés ne retrouveront leur équilibre et leurs voies dans l'histoire qu'en retrouvant leurs racines profondes : ce sont *les racines du futur.*

Vers le redressement

Le pluralisme des fonctions sociales est la première de ces grandes permanences du modèle européen. Comme l'a établi Georges Dumézil, les sociétés européennes se caractérisent traditionnellement par un équilibre entre les trois grandes fonctions que sont l'exercice de la souveraineté, de la défense et de la production.

Organisé consciemment en système social, leur équilibre assure le développement harmonieux des sociétés européennes ; qu'un déséquilibre surgisse, que s'instaure la confusion des fonctions et c'est la société dans son ensemble qui s'en trouve perturbée : c'est ainsi que l'on peut interpréter le fascisme comme une hypertrophie de la fonction guerrière, et analyser le déclin actuel comme la conséquence d'une croissance tentaculaire de la fonction productive et marchande. Le rétablissement de l'équilibre suppose donc une restauration des fonctions de souveraineté et de défense reléguées actuellement au second plan par l'extension inconsidérée des préoccupations économiques et matérialistes.

Le modèle européen se caractérise aussi par un certain équilibre entre l'individu et la communauté. C'est cet équilibre qu'il faudra rechercher pour permettre à l'homme européen de retrouver son triple enracinement : en lui-même, par la conscience de son identité et l'acceptation de ses différences avec les autres ; dans l'espace, par l'attachement affectif à un territoire et la solidarité de voisinage ; dans le temps enfin, par la conscience de ses attaches au passé et le sentiment de participer à un destin historique.

Mais il n'y aura pas de redressement sans prise de conscience préalable d'une évidence : le système actuel est profondément contraire à l'identité des peuples européens. Il suffira, pour s'en convaincre, d'observer les multiples manifestations de rejet dont il est l'objet : désarroi spirituel et éthique, comportements inciviques et anarchiques, tendances suicidaires de nos sociétés.

La logique du déclin

Ce qui vous menace, c'est vous-même.
Soljenitsyne

1

La spirale de la mort

Il n'est de richesses que d'hommes.
Jean Bodin

L'implosion démographique

«Dans la rue, le 22 mai, j'ai vu un enfant». Le caractère inattendu d'une telle rencontre a, dans le roman d'anticipation de Jean Dutourd[1], valeur de symbole. En «2024», l'univers n'est plus peuplé que des adolescents vieillis des années 70 : à force de «planning familial», de «libération de la femme» et de «droit au bonheur», explique l'auteur, une vieillesse futile et médiocre reste seule à hanter un monde déjà en ruines : l'humanité est tarie.

Cette vision de l'avenir est-elle réellement excessive ? Dès maintenant on peut en tout cas constater avec Georges Suffert et Pierre Chaunu[2] le déclin démographique du monde blanc dans son ensemble : l'effondrement de la natalité affecte l'Australie comme les Etats-Unis et le Canada, l'Europe socialiste comme l'Europe occidentale. En ce qui concerne la France, atteinte par le phénomène un siècle avant les autres pays européens, elle n'aura connu qu'un bref redressement dans les années 45 à 65. Sa situation actuelle est marquée par une évidente faiblesse numérique et les perspectives d'avenir ne laissent pas d'être inquiétantes.

Si la France avait connu, depuis le siècle dernier, une évolution comparable à celle de l'Allemagne, sa population serait actuellement de quelque quatre-vingt-cinq millions d'habitants. Déjà ancien, le déclin de la natalité française a eu des conséquences logiques : vieillissement de la population, ralentissement du développement industriel, relatif effacement politique et militaire. Mais le taux de natalité français, qui est inférieur à 14 pour mille, n'est plus le seul aujourd'hui

---

1. Jean Dutourd, *2024,* N.R.F. Gallimard 1975, p. 7.
2. G. Suffert et P. Chaunu, *La peste blanche. Comment éviter le suicide de l'Occident ?* Gallimard, coll. L'air du temps, 1976.

à connaître une chute régulière : certains pays européens – Allemagne, Autriche, Finlande – doivent même faire face à un excédent des décès sur les naissances et, à terme, à la dégradation du rapport entre population active et population totale. Les pays socialistes eux-mêmes, malgré les pouvoirs étendus dont leurs gouvernements disposent, s'avèrent généralement incapables d'inverser une tendance encore renforcée chez eux par la généralisation du salariat féminin.

Il y a eu en France en 1975 soixante mille naissances de moins qu'en 1974, cent dix mille de moins qu'en 1973. Le taux de fécondité, c'est-à-dire le nombre d'enfants par femme dans une génération de 15 à 50 ans, est en constante diminution : 2,9 en 1964 ; 2,4 en 1972 ; 2,1 en 1974 et seulement 1,9 pour l'année 1975. Et en dépit d'une légère amélioration de la situation au cours du second semestre, le taux de fécondité est tombé à 1,8 en 1976. En Allemagne, il n'est que de 1,5. Or il faut savoir que le renouvellement des générations n'est assuré qu'à partir de 2,1 enfants par femme : compte tenu de la mortalité infantile et de l'excédent du nombre des garçons sur les filles à la naissance, pour que cent femmes soient remplacées à la génération suivante par cent autres il faut que chacune ait un peu plus de deux enfants. Certains historiens de la démographie estiment en outre que lorsque le taux de fécondité tombe au-dessous du seuil de 1,4 l'effondrement démographique acquiert un caractère irrésistible qui ne peut conduire la société qu'au suicide : c'est la «spirale de la mort», dont nos sociétés se rapprochent aujourd'hui dangereusement.

Il convient, pour affronter un tel danger, d'en déterminer l'origine. Dans la mesure même où la menace pèse indifféremment sur l'ensemble des pays du monde blanc développé malgré leurs disparités économiques et politiques, cette origine ne peut être qu'éthique et culturelle. C'est par une évolution des mentalités et des attitudes devant la fécondité que s'explique l'effondrement de la natalité dans cette partie du monde. Un chiffre suffit précisément à confirmer cette hypothèse : les femmes étrangères en France, qui représentent 6 % de la population féminine globale, sont à l'origine de plus de 10 % des naissances. En effet, la fécondité des femmes étrangères excède de 60 % celle des Françaises, dont le taux de fécondité réelle se trouve ainsi ramené à moins de 1,8 pour l'année 1976.

Le retour de Malthus

Lorsqu'on parle de déclin démographique, la première explication qui vient à l'esprit est de l'attribuer au perfectionnement des techniques contraceptives et à la libéralisation de l'avortement. De fait,

l'évolution récente de la législation et des procédés en vigueur rend partiellement compte de la diminution du nombre des naissances non désirées.

Partiellement seulement, parce que l'existence de moyens – d'emploi souvent difficile ou pénible – n'implique pas qu'ils soient utilisés. Pour que les naissances ne surviennent pas, il ne suffit pas qu'elles ne soient pas désirées : il faut qu'elles soient «non-voulues».

La possibilité de planifier les naissances (maîtrise de son destin et/ou intrusion de la technique dans le sacré ?) n'implique d'ailleurs pas que son orientation se fasse dans le sens d'une réduction du nombre des enfants voulus. Ce n'est pas l'évolution législative ou scientifique qui explique l'évolution des mentalités ; c'est le malthusianisme ambiant qui explique l'actuelle utilisation de la pharmacie et de la chirurgie.

Une enquête réalisée en 1974 par l'Institut National d'Etudes Démographiques sur la natalité et la conjoncture démographique met en évidence à la fois une baisse sensible du nombre idéal d'enfants par famille, plus spécialement chez les jeunes, et l'inconscience de l'opinion publique quant aux conséquences prévisibles de l'évolution actuelle.

De 1947 à 1974, le nombre idéal d'enfants par famille est tombé de 2,88 à 2,58 : dans la mentalité des couples, le modèle de 2/3 enfants s'est généralisé, passant de 70 à 90 % au détriment principal du modèle supérieur de 4/5 enfants ; ce dernier ne recueille plus en effet que 7,6 % de suffrages contre 23 % en 1947.

On peut retenir parmi les facteurs de variation, outre les attitudes politiques et les croyances religieuses, l'âge des couples enquêtés : il apparaît en effet que la famille idéale, si elle comprend 2,69 enfants pour les couples de plus de 50 ans, ne doit en compter que 2,38 aux yeux de ceux de moins de 25 ans. Un sondage effectué par l'Institut Français d'Opinion Publique en mars 1976[3] confirme cette divergence de mentalité des générations : entre les modèles familiaux de 2 ou 3 enfants, si les femmes de 35 à 40 ans choisissent majoritairement le dernier (54 % contre 34 %), c'est par contre le modèle de 2 enfants qui a la préférence des femmes de 25 à 34 ans (47 % contre 39 %) et surtout de 18 à 24 ans (58 % contre 32 %).

Selon les mêmes sources, les deux tiers des couples français jugent satisfaisants le niveau actuel de natalité et la densité de population : par rapport aux enquêtes précédentes, l'opinion «neutraliste», qui cautionne l'évolution de la démographie française, progresse considérablement au détriment des idées malthusiennes et populationnistes.

---

3. *France-Soir,* 18 mars 1976.

Mais cette fausse symétrie ne doit pas dissimuler le fait que la situation présente, loin d'être une situation d'équilibre, conduit notre pays à une régulière perte de substance. Il y a donc une baisse réelle de la volonté nataliste dans l'opinion : c'est dans la nature même des sociétés industrielles de masse qu'il faut rechercher les causes de cette évolution.

La société du paraître et de l'avoir

Dans l'univers marchand qui est aujourd'hui le nôtre, l'avoir (richesse, appartement, voiture, vacances) et le paraître («standing», «gadgets») sont devenus les mobiles fondamentaux du comportement et les fins de toute vie sociale. Peut-on s'étonner qu'une telle morale nuise, à terme, à l'épanouissement de familles nombreuses ? Chaque couple se trouve placé devant un choix fondamental : fonder une famille ou mener une vie facile, sans contraintes. Or bien des jeunes couples, quoiqu'adversaires résolus de la «société de consommation», se révèlent fréquemment obnubilés par leurs problèmes de niveau de vie : l'enfant, en concurrence avec les autres biens, se trouve ordinairement placé après l'automobile et la télévision dans l'ordre des acquisitions.

Encore n'est-il pas question de «fonder une famille» ou de «donner la vie», mais bien plutôt d'animer son intérieur, voire de prendre pour ses vieux jours une sorte d'assurance-affection. Fuyant devant les responsabilités de tous ordres, les époux ne veulent plus entendre parler de famille nombreuse : une famille de trois enfants ou plus, n'est-ce pas avant tout une perte de prestige social ? Non seulement cela représente un considérable manque à gagner, mais en outre la mère de famille nombreuse apparaît facilement, de nos jours, comme une malheureuse manquant d'information – sinon même d'esprit...

Etriquée comme la conception de la vie qui y préside, la pseudo-famille d'un seul enfant se recroqueville sur «le» petit. Après avoir été roi dans la famille bourgeoise du XIX[e] siècle, l'enfant se retrouve aujourd'hui, selon les cas, gadget ou simple gêneur. Avec la primauté acquise par les problèmes économiques dans les mentalités et le développement du tempérament revendicatif, on peut considérer le refus de l'enfant comme une forme nouvelle de grève : on cesse de le «produire» dès que les conditions ou les résultats de ce travail apparaissent insuffisants au regard de l'effort qu'il exige.

Les prédicateurs de l'érotisme tous azimuts viennent encore renforcer cette nouvelle attitude négative devant la fécondité. Nombreuses sont les théories prétendument libératrices qui, fondées en fait sur

des a priori anti-scientifiques, relèvent d'une conception mutilante de l'homme. Or l'anthropologie et la sociologie modernes[4] sont arrivées à la conclusion que la vie sexuelle de l'homme est aussi tributaire d'une direction et d'une réglementation culturelle. Comme l'a écrit Helmut Schelsky : «la structuration culturelle des pulsions sexuelles doit certainement être classée parmi les toutes premières réalisations civilisatrices et les besoins primordiaux de l'homme, tout comme les outils et le langage»[5].

La sexualité comprend en effet quatre fonctions aussi importantes les unes que les autres : l'érotisme, la sélection du partenaire, l'affectivité et la procréation. Le lien culturel entre ces différentes fonctions est essentiel pour leur épanouissement réciproque. Le malthusianisme n'est pas compatible avec cet épanouissement plurifonctionnel.

Or voici qu'aujourd'hui, à l'ascétisme malthusien des petits propriétaires paysans qui les retenait d'avoir trop d'enfants afin d'assurer l'avenir de ceux qui naîtraient succède un malthusianisme hédoniste aux motivations inverses : c'est pour n'avoir pas à sacrifier son propre confort, son bonheur matériel qu'on refuse de fonder une famille.

La peur de l'an 2000

A l'hédonisme ambiant de notre société marchande s'ajoute une autre motivation psychologique de ce refus de procréer : la peur devant l'avenir. Malgré la crise économique et la crise du logement, parce qu'elles avaient confiance dans l'avenir, des générations antérieures à la nôtre ont pu avoir beaucoup d'enfants. Aujourd'hui les mentalités occidentales se trouvent imprégnées de la phobie du monde plein : fondée sur le sentiment d'une explosion démographique universelle et indifférenciée, elle se manifeste par la crainte abstraite d'une surpopulation mondiale. La réalité est bien différente : certes, le Tiers-Monde connaît une croissance démographique encore forte, quoique destinée à décliner dans les décennies à venir. Mais le monde développé, s'il a été le théâtre d'une passagère explosion démographique au cours de la dernière après-guerre, n'a jamais été menacé d'une croissance exponentielle : en 1955, au faîte de la vague de croissance, la décélération était déjà proche. Elle a pris depuis lors des allures de débâcle, au point que les pays européens se voient désormais me-

4. Notamment Max Scheler, Helmut Plessner, Bronislaw Malinowski, Arnold Gehlen.

5. Helmut Schelsky, *Sociologie de la sexualité,* Coll. Idées, Gallimard, 1972, p. 16.

nacés du non-renouvellement de leur population – alors même que le Tiers-Monde, déjà largement dominant, se prépare à doubler la sienne d'ici à la fin du siècle.

Dans nos pays regorgeant de ressources et de richesses de toutes sortes, le refus de donner la vie prétend se fonder sur la crainte de la disette et du chômage : il s'agit en réalité d'une crise de croissance – ou de sénilité – de la civilisation.

Une tiédeur mortelle

Le refus de la vie est étroitement lié au refus de la mort. Les hommes ne veulent plus d'enfants parce qu'ils ont peur de la mort et que la présence d'une «relève» des générations témoigne implicitement de leur fin prochaine. Ils veulent consommer l'héritage, et ne rien transmettre. En ce sens, le déclin démographique a pour origine la perte de la dimension tragique de la vie.

Dans l'Occident contemporain, une prospérité jusqu'ici inconnue va de pair avec le refus de la réalité : jamais on n'a mieux vécu – jamais non plus on ne s'est senti aussi faible, aussi épuisé. Cet amollissement de la civilisation, soudain pusillanime devant l'avenir, est de toute évidence à l'origine de la chute démographique actuelle.

«Du fait de la domination progressive de son environnement, écrit Konrad Lorenz, l'homme moderne a par la force des choses déplacé l'équilibre plaisir/déplaisir dans le sens d'une hypersensibilité croissante à l'égard de toute situation pénible tandis que sa capacité de jouissance allait s'émoussant (...)». Ce qui manque évidemment, c'est l'obstacle naturel, «lequel endurcit les hommes en les forçant à accepter de faire un effort pénible qui leur procure, s'il réussit, la joie d'avoir surmonté l'épreuve»[6].

Pour recréer un climat favorable à la natalité, il importe avant tout de combattre cette «tiédeur mortelle» qui gagne les esprits occidentaux et les porte à rêver d'un Eden sans industries ; car c'est la capacité de notre civilisation à surmonter des défis en inventant des solutions nouvelles qui a fait sa force.

---

6. Konrad Lorenz, *Les huit péchés capitaux de notre civilisation,* Flammarion, 1973, pp. 68 et 74.

Les idéologies de la démission

Dans un article intitulé «Le grand tournant démographique et la démission de l'Occident»[7], le démographe Pierre Longone énonce avec lucidité les inévitables conséquences de la chute de natalité pour une société : «L'Histoire, depuis dix mille ans, est celle de la conquête, par la persuasion ou par la force, d'espace, de ressources alimentaires et minières, et ceci en fonction des développements démographiques respectifs. L'écroulement des grands empires, l'effacement ou le déclin des civilisations les plus brillantes, ont toujours suivi le même scénario : recul démographique, divisions et dissensions internes, démoralisation liée à la prospérité, au luxe d'un côté, croissance numérique disproportionnée aux ressources, agressivité, pureté et pauvreté de l'autre, parmi ceux que les premiers appelaient généralement «les barbares». Pourquoi le schéma changerait-il alors que l'homme ne change pas» ?

Face à cette constatation historique, il est littéralement criminel d'encourager les sociétés développées au suicide par la dénatalité. Force est pourtant de remarquer que l'ensemble des attitudes antinatalistes, qu'elles soient inspirées par l'égoïsme hédoniste ou par la phobie du monde plein, trouvent dans certains moyens d'information une complaisante caisse de résonance. Ceux-ci, en martelant inlassablement dans les esprits des éléments d'information démographique partiels et alarmistes, ont largement contribué à entretenir la confusion entre les conséquences de la surpopulation dans un Bengale affamé et miséreux et celles de familles de 3 ou 4 enfants en France. La propagande faite autour de la contraception et de l'avortement, les campagnes d'opinion sur l'épuisement des ressources, la pollution et la surpopulation ont contribué à créer un climat d'anxiété peu propice à la natalité : que mangeront nos enfants, quel air respireront-ils ? Et dans de telles conditions, à quoi bon avoir des enfants ? Et dans le même temps, les mêmes mass-media exercent sur la psychologie collective une incontestable pression en faveur d'un idéal social du bonheur matériel qui ne saurait s'encombrer d'enfants.

Le résultat de ce double assaut est la marginalisation croissante dans l'opinion du modèle de la famille nombreuse. La publicité pour l'immeuble parisien «le Consul» en est un exemple : se flattant de proposer une solution-logement pour chaque situation de famille, «du célibataire à la famille nombreuse», il donne pour horizon indépassable de cette dernière catégorie la famille de trois enfants – qui est pourtant dans notre législation actuelle le seuil d'accès aux prestations réservées aux familles nombreuses.

---

7. P. Longone, rédacteur en chef de la revue *Populations et Sociétés, Revue des Deux Mondes*, 1975.

Salariat féminin et déclin démographique

On présente aujourd'hui volontiers le salariat féminin comme le moyen privilégié de la libération de la femme – sans crainte de fâcheux rapprochements historiques («Arbeit macht frei»). Mais s'est-on suffisamment soucié des incidences qu'il peut avoir sur la natalité ? Il n'y a certes pas de lien nécessaire entre forte fécondité et «non-activité» féminine : aux Pays-Bas et en République Fédérale Allemande, où le travail féminin est en régression, la natalité décline plus vite encore qu'en France. Mais il est désormais établi que, toutes choses égales par ailleurs, c'est le statut économique d'active ou non-active de la femme, bien plus que la profession du mari, qui détermine la fécondité d'un couple : le taux d'activité féminine varie en raison inverse du nombre d'enfants. Une enquête réalisée par l'Institut Français d'Opinion Publique en septembre 1975 met directement en cause la montée du salariat féminin dans le processus de déclin démographique : 72 % des Français estiment que les femmes qui travaillent ne peuvent en aucun cas avoir plus d'un ou deux enfants. Effectivement, fatiguée par son métier, les transports, les tâches ménagères, la femme salariée ne veut ni ne peut se charger en outre de la responsabilité d'une famille nombreuse. Il convient donc de contester l'envahissante utopie «progressiste» de la prétendue libération de la femme par le salariat et d'offrir à celle-ci un authentique choix de vie par une revalorisation effective des prestations familiales : ainsi pourra-t-elle, si elle le souhaite, se consacrer à ses enfants.

Le stress social

Dans un pays relativement peu peuplé comme la France, une urbanisation intensive suffit à créer des zones artificielles de surpopulation où les modes de vie pratiqués sont plus collectivistes que communautaires. Logements, transports, bureaux : à force de faire les mêmes choses en même temps aux mêmes endroits, les habitants des mégalopoles sont finalement gagnés par un sentiment d'encombrement, d'entassement, voire d'étouffement alors même qu'ils laissent d'immenses espaces vides : ce qui permet à l'office du tourisme de la Lozère d'offrir aux amateurs de grands horizons des raids de ski nordique, au cœur de la France.

Plus généralement, il apparaît aujourd'hui que les agressions multiples auxquelles donne lieu la vie sociale de masse suscitent en réaction une dépense d'énergie qui se répercute en déperdition de fécondité. Bousculades, surmenage, chocs émotifs et leurs conséquences logiques : anxiété, tranquillisants, insomnie, dépression nerveuse sont au-

masse des locataires et des hôtes de passage commence à errer de toit en toit dans cette mer domestique, comme le chasseur et le pasteur de la préhistoire, l'éducation intellectuelle du nomade est aussi achevée. Il voit dans sa ville un monde, *le* monde. *Seule la ville dans son ensemble* garde encore la signification d'habitation humaine. Les maisons qui la composent sont des atomes»[14].

Le pouvoir urbain

Pour faire de nos villes des «villes de culture» et non des «agglomérations mondiales» sans âme, il convient de favoriser la création d'un «pouvoir urbain» : regroupant les actuelles communes-centres et les communes périphériques, la ville disposera alors de compétences analogues à celles des pays, plus étendues même dans certains domaines (enseignement supérieur, grands équipements culturels).

La ville avec son centre et sa périphérie doit pouvoir être régie par un pouvoir unique, élu au suffrage universel, maître de l'urbanisme comme de la politique des grands équipements – et par là même responsable du devenir urbain. Il serait évidemment naïf de croire que la substitution d'une seule autorité aux multiples intervenants actuels (maire de la ville-centre, maires des communes périphériques, président du district ou de la communauté urbaine, conseillers généraux, sous-préfet, administrations locales, services techniques de l'Etat, administration centrale) suffira pour concevoir et imposer une organisation de l'espace qui réponde aux impératifs de l'âme humaine. Mais si le pouvoir urbain n'est pas une condition suffisante, il est une condition nécessaire : sans un échelon de synthèse, de décision et de responsabilité au niveau de l'ensemble de la ville, il est vain d'espérer une quelconque harmonisation de la situation urbaine.

L'institutionalisation d'un pouvoir urbain ne garantira pas la réussite : elle évitera simplement l'échec généralisé. Là où le pouvoir urbain sera aux mains d'hommes de caractère disposant de vastes pouvoirs et conscients de la nécessité d'un urbanisme conforme à la nature humaine, lié au peuple, à ses aspirations, à ses besoins et à ses traditions, là une renaissance urbaine sera possible. Les institutions ne suffisent pas ; le succès dépend aussi de l'esprit de ceux qui les animent.

---

14. Oswald Spengler, *op. cit.*, p. 93.

La région, échelon du développement économique et culturel

Privé d'une bonne partie de ses compétences au profit du pays, le département verrait alors son rôle s'amenuiser – non pas brutalement, mais de façon organique par substitution progressive du pays et de la région. Demeurent en revanche les raisons qui ont milité en faveur du développement des régions : prise de conscience d'une réalité parfois profondément enracinée dans une histoire et dans des particularismes ; nécessaire décentralisation des missions de planification et d'aménagement du territoire ; collaboration entre des unités de plus petite dimension pour la réalisation de grands projets d'équipement. Avec l'effacement du département, ces considérations se trouvent encore renforcées : la région doit devenir une collectivité locale à part entière, et couronner ainsi la nouvelle organisation territoriale du pays.

Reste la question du découpage géographique de la région. Bien souvent, la petite région (de un à trois départements) permettrait de mieux tenir compte du legs de l'histoire ou de certains particularismes affirmés, et de résoudre des conflits d'influence : c'est ainsi que l'éclatement de la région actuellement existante paraît être la meilleure solution pour Rhône-Alpes, qui réunit assez artificiellement le Lyonnais, la Savoie et le Dauphiné, pour le Centre écartelé entre Tours et Orléans, pour Provence-Alpes-Côte d'Azur dont le nom indique clairement le caractère artificiel. Il est clair, par contre, que la mise en œuvre de cette notion de petite région briserait l'unité d'un ensemble tel que la Bretagne, dont la réalité psycho-historique n'est pas contestable. Les comparaisons avec les autres régions européennes, de même que les considérations d'ordre technique et économique, font d'ailleurs pencher la balance, d'une manière générale, en faveur de circonscriptions plus vastes. Pour l'essentiel il apparaît en fin de compte que les délimitations actuelles pourraient être conservées, sauf pour quelques cas particuliers (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Centre et Rhône-Alpes notamment).

L'idée décentralisatrice

Uniforme et centralisée, notre structure communale n'est pas surgie du hasard. Elle renvoie à une certaine «vue du monde» qui, assimilant la société à une machine, débouche sur une volonté mathématique de tout égaliser.

La vieille centralisation du XIX[e] siècle correspond à la prédominance sur les esprits des mathématiques et de la physique, tandis que

la décentralisation s'inspire de l'histoire et des sciences de la vie. Aussi faut-il rejeter l'illusion selon laquelle la centralisation n'aurait de causes que techniques : il n'y aura pas de décentralisation sans mutation idéologique, – sans qu'un libéralisme organique fondé sur l'histoire et les sciences de la vie se substitue, en particulier, au libéralisme mécanique du XIX[e] siècle qui nous inspire encore.

9

La France et l'élan européen

L'Europe se fera au bord du cercueil
F. Nietzsche

La France est-elle sortie irrémédiablement de l'histoire ? Oui ou non, notre pays peut-il encore espérer jouer dans les affaires du monde un rôle effectif ? Voilà en quels termes se pose aujourd'hui la question de notre avenir. Il s'agit moins d'un problème de moyens que de volonté : pour mettre un terme à la colonisation par les Super-Grands, non seulement de la France, mais encore de toute l'Europe, nous disposons avec nos partenaires de ressources technologiques, économiques et militaires suffisantes ; pour accéder à nouveau au rang de puissance mondiale, il ne nous manque que la «masse critique», l'unité dynamique indispensable.

Notre faiblesse n'est pas matérielle, mais spirituelle et politique : elle est cette apparente incapacité des peuples européens à s'unir ; même si la perspective d'un vote simultané de tous les Européens pour élire un Parlement doit contribuer à donner aux opinions publiques une conscience concrète de leur solidarité, elle ne suffira pas à réaliser une unité effective – qui dépend de conditions de fond.

Il faut aux peuples, pour les décider à agir ensemble, trois ferments d'unité : un ennemi qui les menace pareillement et contre qui défendre solidairement leur existence, un mythe définissant l'identité qui leur est commune, une force motrice enfin capable de faire progresser l'union. Qu'en est-il aujourd'hui pour les peuples européens ? La menace commune existe : c'est l'ours soviétique. Quant aux autres éléments, il revient à la France de les apporter : elle qui a déjà montré la voie de l'indépendance politique doit à présent montrer celle de l'indépendance idéologique et culturelle en remettant en vigueur chez elle, et en proposant aux autres nations, le modèle européen de civilisation – différent à la fois des modèles américain et soviétique.

Au XVI[e] siècle, l'Italie a apporté à l'Europe la Renaissance. L'ambition française, aujourd'hui, doit être de devenir le levain du renouveau européen.

Un péril commun : l'Union soviétique

Il faut pour que l'union soit possible qu'elle soit une nécessité vitale, c'est-à-dire qu'un danger commun menace l'existence même des pays européens et les rende ainsi objectivement solidaires pour leur survie. Pour l'Europe cette menace existe en effet, et avec assez de force pour justifier l'union : elle a le visage de l'Union soviétique, dont les intenses préparatifs militaires mettent en danger l'existence de l'Europe occidentale en tant qu'entité politique et que modèle de société.

L'Europe, objet de l'histoire

Après avoir longtemps fait la grande politique mondiale, l'Europe aujourd'hui la subit : sortie de l'histoire après la seconde guerre mondiale, elle a cédé la place aux Etats-Unis et à l'Union Soviétique, puissances planétaires qui s'efforcent concurremment d'imposer au monde leurs modèles socio-politiques que rapproche un commun matérialisme. Ainsi pensée et société européennes sont-elles désormais placées dans la double dépendance d'univers idéologiques qui réduisent, l'un comme l'autre, l'idéal humain au bonheur matériel et les causes de l'évolution sociale à de simples facteurs économiques et techniques.

Cette planétarisation du monde autour des pôles américain et soviétique s'accomplit sans résistance de la part de l'Europe, incapable de formuler et de conduire une grande politique qui assure aux nations européennes plus qu'un avenir : un destin.

Telle est en effet l'alternative : être objet de l'histoire des autres ou sujet de la sienne propre. L'inaptitude de l'Europe à choisir cette dernière solution s'explique par l'absence d'une vision européenne du devenir humain. Les mentalités européennes restent encore imprégnées d'une conception attardée du monde : une vision régionaliste dans laquelle les petites querelles et les rapports d'équilibre entre nations européennes continuent d'occuper le premier plan – comme si l'Europe était encore maîtresse du monde. A une époque où, face aux super-puissances et aux détenteurs de matières premières, l'Europe est devenue un tout fondamentalement solidaire, il est temps qu'elle prenne conscience de cette mutation afin de s'y adapter et de retrouver, dans le nouveau jeu mondial, une place à sa mesure.

L'Europe, peau de chagrin

L'Europe se trouve actuellement partagée entre deux inféodations : à l'Est, elle est soumise à l'empire soviétique enfermé dans le totalitarisme (monolithisme politique, bureaucratie «omni-impotente») ; à l'Ouest, elle est placée sous la tutelle américaine, caractérisée par l'unidimensionnalité éthique (primat des valeurs d'argent, homogénéisation des modes de vie) et par une scission entre les élites politiques et les élites intellectuelles – largement acquises à l'adversaire.

Sous ce condominium américano-soviétique, l'Europe est une peau de chagrin qui court, à moyen terme, le risque de disparaître tout à fait. Depuis trois siècles, l'empire russe a progressé de deux mille kilomètres vers l'Ouest en s'assurant successivement la maîtrise des Pays Baltes, de la Pologne, de la Prusse, de la Saxe. Les idéologies peuvent modifier le parcours de conquêtes, mais non pas leur axe général : la menace soviétique pèse aujourd'hui directement sur l'Europe occidentale. Elle peut prendre la forme soit d'une invasion soit – et plus vraisemblablement – d'un processus de neutralisation, consistant à faire perdre aux Européens le moral et la force nécessaires pour mener leur propre politique étrangère et défensive, au point qu'ils en viennent à s'aligner sur celle de l'URSS. En réussissant là où les tsars ont toujours échoué – vers les détroits des Dardanelles et vers l'Océan Arctique –, la marine soviétique a rendu crédible une stratégie indirecte d'encerclement. Cette stratégie indirecte pourrait aboutir à la mise en place de régimes «collaborateurs» mettant les pays européens et leurs ressources au service de la puissance tutélaire.

Les limites de la «détente»

Dans l'opinion publique européenne, ces visées impérialistes de l'Union soviétique ont été passablement occultées par l'euphorie de détente qui a marqué les années 60 et le début des années 70, et dont le couronnement a été Helsinki : les Européens y ont solennellement reconnu le droit de conquête de l'Union soviétique sur les pays de l'Est en échange d'une promesse platonique (la «troisième corbeille») de libre circulation des hommes et des idées... dont le premier résultat en URSS même aura été, selon Vladimir Boukovski, un durcissement du régime des prisonniers politiques. «Pour Moscou, explique à ce propos le contestataire soviétique[1], les accords d'Helsinki ne sont que le moyen d'obtenir de l'Occident un désarmement unilatéral et de

1. Vladimir Boukovski, 19-12-76.

faire obstacle en Union Soviétique à la lutte en faveur des droits de l'homme».

Pour que les Européens reprennent progressivement conscience de leur situation géopolitique réelle, il n'aura pas fallu moins que le déclin de la politique mondiale des Etats-Unis (Indochine, Angola, etc.), les mises en garde de Soljenitsyne, les avertissements des Chinois et les propos de Leonid Brejnev lui-même sur les limites de la notion de détente.

Dès 1969, de retour d'un voyage à Pékin, le Président Pompidou résumait en ces termes les appréhensions chinoises : «L'Union Soviétique est en route vers la domination mondiale. Avant de s'attaquer à la Chine, elle réglera le cas de l'Europe, pour deux motifs : pour ne pas courir le danger d'une guerre sur deux fronts, pour mettre à son service un potentiel industriel et technologique qui lui manque».

Pour l'Europe occidentale, et notamment pour la France, située à l'extrémité occidentale du continent et pourtant à une «étape du Tour de France» de ce qu'on appelait naguère le «Rideau de fer», la menace s'incarne dans l'impressionnant déploiement de forces du Pacte de Varsovie. Malgré la tension sino-soviétique, l'essentiel des forces conventionnelles soviétiques reste en effet massé sur le front européen, et à lui seul le Groupement des forces soviétiques en Allemagne orientale, troupe d'élite suréquipée en matériels ultra-modernes, équivaut à peu près à l'ensemble des forces alliées en Allemagne Fédérale.

En matière nucléaire, seules les forces américaines peuvent supporter la comparaison avec les forces soviétiques qui ont l'avantage d'être situées, elles, en Europe même. Sur le plan naval, en cas de crise ou même de simple tension internationale, la puissance soviétique pourrait isoler totalement l'Europe en coupant les voies de communication maritimes nécessaires à son approvisionnement, aux échanges économiques et à l'éventuel soutien logistique des Etats-Unis. Désormais supérieures à celles des Etats-Unis[2], les forces navales soviétiques sont présentes sur toutes les mers du globe : une opération aéronavale du type de celle lancée par Kennedy au cours de la crise de Cuba ne pourrait donc plus se dérouler aussi aisément aujourd'hui.

Le déséquilibre, manifeste sur le théâtre européen, des puissances militaires en faveur du bloc de l'Est est d'autant plus préoccupant que l'affrontement qui menace n'est pas seulement celui de forces

2. Deux porte-aéronefs contre 14, mais aussi 36 croiseurs contre 28, 111 destroyers contre 73, 147 frégates contre 65, 408 sous-marins contre 110 d'après l'hebdomadaire *Valeurs actuelles*.

et d'intérêts divergents mais aussi et surtout de deux systèmes idéologiques et politiques incompatibles. La volonté expansionniste qui sous-tend l'effort militaire de l'URSS est à la fois territoriale, dans la grande tradition russe, et idéologique avec le messianisme propre au marxisme-léninisme soviétique.

Ainsi donc, comme le note Albin Chalandon, «la menace est politique. Elle traduit la conjonction d'une volonté, d'un pouvoir et d'une idéologie. Elle s'exprime par la diplomatie et s'appuie sur les armes»[3].

La solidarité européenne

Contre ce danger, les pays européens se trouvent avoir en commun un certain nombre d'intérêts économiques, militaires et politiques à défendre ; ce sont entre eux autant de liens de solidarité objective.

Complémentaires, largement interdépendantes, les économies européennes sont aussi confrontées aux mêmes problèmes : ainsi en est-il de l'approvisionnement énergétique, dont les pays européens sont particulièrement dépendants, alors que les Etats-Unis, par exemple, figurent parmi les premiers producteurs mondiaux de pétrole – et peuvent en outre disposer d'autres ressources énergétiques.

Face à la commune menace militaire, la coordination des politiques de défense paraît chaque jour plus nécessaire : le retrait progressif des forces américaines pourrait prochainement laisser sans protection extérieure une Europe qui risque, par contre, d'être un jour le champ de bataille d'un conflit nucléaire Est-Ouest ; ce dernier, de niveau tactique entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis, prendrait au contraire pour l'Europe une dimension stratégique. Pour éviter une telle évolution, les pays européens doivent prendre en mains leur propre défense ; une conception purement hexagonale de la défense ne correspond plus aux réalités de notre temps : pour des raisons tant géographiques et économiques que politiques, une seule nation libre ne saurait survivre au cœur d'une Europe occupée. Quant à l'illusion symétrique d'une défense atlantique reposant entièrement sur l'allié américain, elle a fait long feu : depuis les dernières manifestations de la politique américaine dans le monde, et les «appels au meurtre»[4] lancés lors de la campagne électorale américaine de 1976 par le Président sortant Ford («les pays de l'Est sont indépendants») et le nouveau Président Carter («en cas d'attaque soviétique en You-

3. Pour une défense européenne, *Le Monde* du 15-1-76.

4. Jean d'Ormesson, Dîner-débat du Club de l'Horloge, 26-10-76.

goslavie, les Etats-Unis n'interviendraient pas militairement»), il n'est plus personne pour s'en recommander publiquement. Le vide laissé par ces évolutions parallèles doit être comblé par la défense européenne ; elle doit être un recours dans toutes les hypothèses – de plus en plus nombreuses – où la défense nationale s'avère insuffisante et où la défense atlantique ne joue pas.

Une Europe dispersée politiquement et moralement démissionnaire courrait le risque d'être définitivement repoussée hors de l'histoire et sacrifiée par le condominium américano-soviétique sur l'autel de l'équilibre mondial ; on l'a déjà constaté au cours des conférences sur la réduction mutuelle des forces en Europe ou de la Conférence sur la sécurité en Europe où les possibilités de neutralisation d'une partie de l'Europe ont été envisagées indirectement. Inversement, une Europe unie et dynamique peut encore espérer être actrice dans le jeu politique mondial et répandre le message de pondération et de liberté que son histoire lui a permis d'acquérir.

Un fauteuil sur le Titanic

La conception régionaliste des problèmes internationaux, qui privilégie l'affrontement entre nations européennes sur des points de détail et les vaines rivalités, provoque de ce fait une perte d'énergie et d'influence pour l'Europe au moment même où elle devrait rassembler ses forces pour affronter le danger. Que doit-on craindre davantage ? Que l'Europe soit militairement coupée de ses sources d'approvisionnement en matières premières, ou bien que l'Allemagne supporte moins mal que la France une hausse du prix du pétrole décidée par les nations productrices ? De telles querelles, en regard de la gravité de la menace qui pèse sur tous les Européens, ne peuvent paraître que dérisoires. A bord du Titanic, se dispute-t-on pour un fauteuil ?

L'Europe est aujourd'hui un tout organique, c'est-à-dire un ensemble de parties qui ne peuvent survivre qu'en liaison les unes avec les autres – comme l'était l'Hellade face à la menace perse. Elle est un tout politique, militaire et économique et doit être défendue comme telle. Mais surtout elle doit être défendue par elle-même : si l'alliance avec les Etats-Unis reste actuellement indispensable, la garantie de protection qu'elle offre n'en est pas moins incertaine. L'armée conventionnelle américaine peut à tout moment être retirée d'Europe ; quant à la force nucléaire, son sanctuaire paraît devoir se restreindre désormais au continent américain. Qu'on le justifie par la doctrine Monroe, par l'importance de l'Océan Atlantique, ou par la faiblesse des exportations américaines vers l'Europe, ce repli possi-

ble doit conduire les peuples européens à appliquer à leur défense le sage précepte maoïste : «Compter sur ses propres forces». La France a déjà ouvert la voie.

Un mythe spécifique : l'identité européenne

Il ne peut y avoir de défense réaliste de l'Europe sans unité. Encore celle-ci doit-elle avoir une justification idéologique profonde, qui plonge ses racines dans l'histoire et s'appuie sur la science : la défense commune de l'existence de l'Europe *contre* un ennemi désigné suppose une mobilisation positive *pour* ce qui est l'essence même des peuples européens, ce qui fait leur authenticité et partant leur unité. L'idée-maîtresse du passé de l'Europe est appelée à devenir le mythe mobilisateur de son avenir.

Le droit européen à la différence

Avec la décolonisation, l'Europe a renoncé à un rêve universaliste vieux de plusieurs siècles. Elle doit désormais se préoccuper de trouver dans son identité (en tant que modèle social et politique) les fondements de son unité (en tant qu'entité géographique et politique). Si l'usage universel de certains types de production et de communication a rendu la planétarisation du monde irréversible sur le plan technique, il n'implique pas en effet son prolongement culturel au profit d'un modèle unique de société. L'histoire n'est pas fatalisme, mais réalisation de volontés : comme le Monde arabe, comme l'Afrique, comme la Chine, l'Europe doit affirmer sa volonté d'indépendance et son droit à la différence.

Mais sur quelles bases peut-elle le faire ? Il n'existe certes pas, entre elle et ses «tuteurs» américains et soviétiques, de différences raciales aussi notables que celles qui ont pu, dans le passé, favoriser les processus de décolonisation. Aussi est-ce sur le plan historique, au-delà du biologique, que doit s'affirmer l'identité européenne : au cours de ses métamorphoses politiques, l'Union Soviétique, héritière de l'Empire des steppes, ne s'est en effet jamais départie du totalitarisme. Quant aux Etats-Unis, assemblage de peuples déracinés, imprégnés par l'utilitarisme des Etats de la côte Est, ils n'intègrent que de façon partielle l'héritage européen. C'est pourquoi il y a aujourd'hui opposition fondamentale entre d'une part les réductionnismes bureaucra-

tique et marchand qui régissent les puissances dominantes et d'autre part l'humanisme européen traditionnel, celui de l'«idéal de la Renaissance» : l'homme complet et multidimensionnel, la personnalité créatrice, l'enracinement culturel. C'est donc dans un retour à ses propres sources intellectuelles et morales, loin des errements matérialistes, que les peuples européens doivent rechercher les voies de leur avenir.

Politique de l'instant et politique de l'Histoire

Dans leur situation actuelle, les nations européennes illustrent très exactement le concept de «politique de l'instant» : sans la moindre référence à un passé ou à un avenir particuliers, leurs gouvernements se contentent de gérer le consensus du groupe social dans le moment présent. Tel n'a pas toujours été le cas : en France par exemple, la III[e] République jusqu'en 1914 pratiquait encore une «politique de l'Histoire». Plus faible sur le plan institutionnel que le régime actuel, elle recueillait cependant un consensus social plus large et plus profond, puisqu'il s'étendait au-delà des problèmes immédiats à une certaine vision du passé (image commune de la France et de son histoire) et de l'avenir (lutte contre l'Allemagne, conquêtes coloniales : objectifs patriotiques ambitieux fixés par référence au passé). L'Europe actuelle, faute d'un tel consensus sur un projet historique à moyen et long terme, se voit réduite à pratiquer une petite politique au jour le jour : il lui manque un mythe, c'est-à-dire une vision dynamique du futur, définie par référence à un passé historique.

Si l'Union soviétique n'est pas sortie de l'histoire, c'est parce qu'elle reste animée par un double mythe, à la fois russe et marxiste, l'entraînant vers le même projet politique expansionniste – qu'il soit strictement territorial ou repeint aux couleurs de l'idéologie. La reconstruction universelle de la société sans classes, censée être à l'origine de toute société humaine, et la poursuite de la glorieuse histoire de la grande Russie sont ainsi étroitement imbriquées dans les motivations mentales du patriote soviétique. Staline lui-même n'a-t-il pas sciemment entretenu cette confusion des deux mythes mobilisateurs en appelant, au cours de la seconde guerre mondiale, l'Armée rouge et les citoyens à la défense du sol sacré de la patrie russe ?

En Europe occidentale au contraire, faute d'un tel mythe, les gouvernants connaissent les affres du doute, de la mauvaise conscience, du malaise doctrinal ; nos sociétés s'avèrent incapables de concevoir et de pratiquer une politique à long terme, seule susceptible pourtant d'affronter les menaces qui pèsent sur elles. Or, face au mythe marxiste, le modèle américain de société, caractérisé par le libéralisme marchand, n'offre pas aux Européens d'alternative crédible : faute d'une

référence à un passé (qu'ils n'ont pas) et de projet d'avenir clair (comme celui d'une reconquête progressive des pays marxistes au libéralisme), il ne véhicule aucun mythe et se retrouve de ce fait face à l'Union Soviétique comme Chautemps face à Hitler.

A la recherche du mythe perdu

De leur passé historique, les peuples européens doivent donc dégager un mythe susceptible d'animer leur projet d'unité. Tout en étant cohérent avec les données scientifiques les plus récentes – comme a pu l'être le mythe marxiste avec Ricardo, Adam Smith – il devra fournir au groupe humain concerné une réponse efficace aux menaces qu'il encourt. C'est sur ce point que le mythe d'une nation française isolée révèle son insuffisance : les problèmes posés par la montée des grandes puissances et la nouvelle configuration mondiale qu'elle engendre ne peuvent être résolus au seul niveau national. La politique d'indépendance nationale doit prendre acte des nouvelles réalités géopolitiques du monde et s'y adapter : la France ne saurait mener une politique d'autarcie contraire à sa tradition diplomatique ; pour continuer à être sujet de l'histoire, elle doit jouer la carte européenne. Le nationalisme bien compris y trouvera d'autant mieux son compte que notre pays est bien placé, tant pour jouer dans la construction européenne un rôle dirigeant que pour y occuper, par la suite, une position privilégiée.

Les apports de la science moderne doivent être pris en considération, a-t-on dit, pour l'élaboration d'un mythe européen. Si par exemple, comme l'enseigne la biologie, l'hérédité s'affirme comme plus déterminante que le milieu, les lois et constantes de l'histoire des peuples de l'antiquité européenne, dont nous sommes génétiquement issus, doivent être également valables pour nous, leurs lointains descendants. L'histoire et l'archéologie révèlent que cet héritage commun aux peuples grecs, romains, germains et celtes n'est pas seulement celui de leurs ancêtres, mais aussi celui de leur culture : les sociétés européennes sont traditionnellement construites en fonction d'une commune conception du monde ; elles sont organisées en trois grandes fonctions hiérarchisées auxquelles correspondent généralement des divinités et des activités sociales définies : les fonctions souveraine, guerrière et productive.

Décadence de la société trifonctionnelle

Pour que cette organisation spécifique de la société se retrouve à toutes les périodes de l'histoire européenne, il faut évidemment qu'elle réponde aux aspirations profondes de ces peuples dont nous sommes les héritiers. Or la société contemporaine se caractérise précisément par un éclatement de ce cadre traditionnel : les progrès de la mentalité marchande ont abouti à déposséder la fonction souveraine de sa mission, qui consistait à fixer de manière claire les valeurs pour l'ensemble de la société. Il s'agit là d'une crise morale qui n'atteint pas seulement le Gouvernement, cantonné dans la politique de l'instant, mais aussi l'Eglise en décomposition, l'Université cahotique, l'Armée désorientée, la Justice accaparée, le Parlement réduit.

Ici se situe le nœud de la crise actuelle, qui se traduit par la perte de l'identité européenne : la prétention des valeurs marchandes à dominer l'ensemble de la société ne manque pas de provoquer des «dysfonctions» et des déséquilibres dans l'organisation sociale menacée de déstructuration. Il apparaît alors que les sociétés européennes ne peuvent espérer retrouver leur force existentielle qu'en réinstaurant l'ordre qui leur est essentiel : cette hiérarchie trifonctionnelle qui reconnaît aux fonctions souveraine (union du sacré et du droit) et guerrière la primauté sur la fonction productive – indispensable mais subalterne.

Fondé sur un authentique pluralisme, le mythe de l'identité européenne rendra aux peuples européens, avec la conscience de leur commun héritage, la force de ressurgir ensemble dans l'Histoire. Mais aussi, il proposera à l'humanité entière un modèle original de société qui pourrait, notamment par rapport aux sociétés américaine et soviétique, représenter un espoir : l'organisation trifonctionnelle, en renversant la dictature de l'argent, rétablit la véritable hiérarchie des valeurs et par conséquent les liens organiques de complémentarité entre peuple et élites – que la société marchande a artificiellement rompus.

Le retour aux sources

«Le patrimoine spirituel d'une civilisation vécue collectivement répond au patrimoine génétique d'une descendance biologique»,[5] déclarait le Président Valéry Giscard d'Estaing en septembre 1974. L'histoire commune des peuples d'Europe est faite d'affrontements physi-

5. Colloque *Biologie et devenir de l'homme.*

ques, mais aussi et surtout d'unité spirituelle : «J'ai toujours considéré l'Europe chrétienne comme une grande république dont toutes les parties se correspondent, lors même qu'elles cherchent mutuellement à se détruire», écrivait déjà Voltaire[6].

A travers les siècles est apparu et s'est développé un œcumène européen qui fut celtique à l'époque de la Tène, gréco-romain sous l'Empire, germanique avec les Carolingiens et s'enrichit tout au long du Moyen-Age avant de connaître sous la première Renaissance son plein épanouissement.

Par delà les déchirements politiques et les diversités culturelles, l'unité s'est faite, comme l'ont notamment montré les travaux des Professeurs Benveniste et Dumézil, autour d'une vision spécifique du monde. Issue d'un génie ancestral, particulièrement adaptée à la mentalité européenne, cette idéologie est axée, on l'a vu, sur la tripartition des fonctions sociales et l'autonomie de la personne humaine. L'Européen d'aujourd'hui doit repenser et assumer sur des bases nouvelles ces deux éléments essentiels de l'idéologie européenne traditionnelle ; ainsi pourra-t-il les constituer en mythe fondateur de l'unification européenne et leur donner, dans ce cadre, une nouvelle réalité historique.

La société et ses fonctions

Le désordre fonctionnel que connaissent nos sociétés se caractérise par un bouleversement des rapports organiques, tant de hiérarchie entre les fonctions que d'harmonie intérieure dans chacune d'elles. A la racine du mal se trouve le primat progressivement reconnu aux valeurs d'argent dans la vie sociale : il a provoqué à la fois un déclassement des fonctions souveraine et guerrière et une réduction de la fonction productive à son aspect marchand. Pour rendre à l'articulation des fonctions son ordre traditionnel et à chacune d'entre elles son équilibre interne, il est indispensable de s'affranchir définitivement du modèle marchand, qui aboutit infailliblement à remettre en cause la primauté des fonctions de souveraineté et de défense de la communauté politique.

Les aspects administratifs et politiques de la fonction souveraine doivent être subordonnés à ses aspects mythiques et artistiques : le mythe de l'identité européenne doit tendre à devenir un authentique principe fédérateur comme ceux de l'Hellade ou de la Romanité, ou mieux encore comme le mythe de la Chrétienté au Moyen-Age. Cela

6. Voltaire, *Histoire de la guerre de 1741.*

implique que le gouvernement des hommes reprenne le pas sur l'administration des choses – n'en déplaise à Saint-Simon.

Un équilibre nouveau doit être recherché entre les composantes matérielles et morales de la fonction guerrière : si une arme ne vaut que par les qualités de son utilisateur, notre armée ne pourra mener à bien sa mission de défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté politique que si elle sécrète les valeurs appropriées : service, discipline, sacrifice. On ne fait pas une armée avec des «consommateurs». Nécessaires au pluralisme éthique et donc à l'équilibre moral de la nation, ces valeurs spécifiquement militaires devraient, d'autre part, pouvoir rayonner dans l'ensemble de la société.

Quant à la fonction productive, si son hypertrophie actuelle doit cesser, il importe aussi qu'elle retrouve sa plénitude interne par un rééquilibrage entre abondance et tempérance, prospérité et fécondité, consommation et production. La tendance actuelle à privilégier possession et jouissance matérielle hypothèque lourdement l'avenir de nos sociétés : économiquement, elle porte à négliger l'effort de production et d'épargne investie, et à favoriser ainsi successivement l'inflation et la récession ; sur le plan démographique, elle s'incarne dans le refus hédoniste de donner la vie, qui mène une société droit au suicide.

Homme libre ou «homme masse» ?

L'Homme libre : tel est l'idéal unique qu'exalte traditionnellement l'art européen dans le théâtre grec, les épopées romaines, les poèmes celtes et les légendes germaniques. Autonome dans ses choix, responsable de ses actes, l'homme libre est le symbole des plus grandes vertus européennes.

Or c'est lui, précisément, qui est aujourd'hui menacé. Par l'avancée des despotismes d'abord, qui déjà n'épargne plus que l'Europe occidentale et ses anciennes colonies de peuplement. Mais aussi, à l'intérieur même de l'Europe, par ce que Konrad Lorenz nomme la «contagion de l'endoctrinement». Uniformisation des modes de vie, propagande intensive, bureaucratisation accélérée sont autant d'obstacles à l'épanouissement individuel et de pas vers la transformation de l'homme libre européen en «homme masse».

Les peuples européens, situés au cap extrême d'un continent totalitaire, ne sauveront leur indépendance qu'en replaçant le citoyen autonome mais responsable, au centre du système politique et judiciaire, et en renforçant dans son éducation la formation du caractère : ainsi la personne humaine pourra-t-elle recouvrer son indépendance, sa liberté créatrice et la maîtrise de son destin.

L'Europe, sujet de l'histoire

Un tel retour aux sources n'a d'autre but que de permettre à l'Europe de reprendre conscience d'elle-même, et par là confiance en elle-même. En redécouvrant leur originalité profonde quant à la conception du monde et des rapports sociaux, les peuples européens ne font que retrouver leur âme.

Dotés d'un modèle de société propre, les peuples européens définiront librement leur ennemi principal et contracteront en conséquence des alliances équilibrées avec d'autres masses géopolitiques : ils seront redevenus sujets de l'histoire.

Une force motrice : la France

L'unité des peuples européens a besoin d'un moteur pour déboucher sur le réel. Cette exigence est celle du simple réalisme géopolitique : l'Europe ne se présente pas comme un club de nations d'une égale force, animées d'un égal élan européen. Pour prendre un bon départ, l'unité des peuples européens doit commencer par un regroupement des forces réelles qui se dessinent en sa faveur, et non par un informe agrégat de faiblesses et de réticences. Il faut, là encore, partir de ce qui existe : l'axe franco-allemand, né des accords de coopération conclus entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Il ne s'agit pas de détacher la France et l'Allemagne des autres pays européens, mais au contraire de les constituer en avant-garde de l'Europe. Fondée sur une politique d'amitié dépassant les rapports dominant/dominé, la constitution d'un directoire franco-allemand devrait aboutir à terme, par l'adhésion progressive des autres nations, à la formation d'une authentique puissance européenne capable de s'opposer victorieusement aux pulsions hégémoniques des Etats-Unis et de l'URSS.

Surmonter les obstacles

L'idée de directoire bicéphale présente des avantages pratiques : à deux, les possibilités de coopération en matière d'armement et la rapidité de réponse à l'agression éventuelle sont évidemment meilleures qu'à plusieurs. La complémentarité militaire entre la France et l'Allemagne, telle que l'a décrite Albin Chalandon, renforce l'intérêt

de leur union : «Ainsi la France reste faible devant la puissance soviétique, parce que le développement de sa force nucléaire, encore insuffisamment diversifiée, l'oblige à sacrifier ses forces conventionnelles. Elle ne peut échapper à l'alternative de moins en moins crédible : soumission ou suicide. Ainsi l'Allemagne, qui dispose d'une bonne armée conventionnelle, mais ne peut avoir de force nucléaire, ne peut survivre qu'avec un protecteur ou un associé[3]». N'y a-t-il pas là de quoi justifier un mariage de raison, quand bien même les sentiments en seraient au début absents ?

Parmi les obstacles qui se dressent sur le chemin de l'union franco-allemande, ceux d'origine psychologique ne sont pas en effet des moindres : l'idée simpliste d'une incompatibilité entre les formes latine et germanique d'esprit, de part et d'autre du Rhin, tend à se survivre même si les visions caricaturales, grâce à l'accroissement des relations et à la circulation des informations, s'estompent progressivement. Il faut aussi tenir compte des séquelles des conflits successifs entre les deux nations : malgré une évolution générale favorable à l'exorcisation des vieux démons et à la réconciliation, certaines préventions et rancunes subsistent encore.

Les barrières linguistiques ne seraient réellement gênantes que dans l'hypothèse d'une volonté de fusion des deux Etats. Les barrières marchandes paraissent plus difficiles à franchir : l'accent mis depuis les années cinquante sur l'aspect économique et social de l'unification européenne a mis en évidence – sinon même aggravé – les divergences d'intérêts marchands entre les Etats européens. N'eût-il pas été préférable, avant d'en venir à ses aspects économiques, de rechercher d'abord l'entente sur un plan diplomatique et politique ?

Les atouts du couple France-Allemagne

Au sein de la Communauté, la plupart des pays ne sont pas en mesure de jouer un rôle de puissance à l'échelon européen, que ce soit pour des raisons structurelles : pays secondaires du fait de leur territoire peu étendu (Benelux, Danemark, Irlande), ou pour des raisons conjoncturelles : pays que leur mauvaise situation intérieure place dans l'incapacité d'exercer une action extérieure (Grande-Bretagne, Italie). Seules la France et l'Allemagne se caractérisent par la détention simultanée de la taille et de la puissance politiques nécessaires pour prétendre à un rôle dirigeant dans la construction européenne.

Les deux pays bénéficient d'institutions politiques relativement stables et qui, au lieu de diluer et d'enliser le pouvoir dans une collé-

gialité irresponsable, concentrent la décision et la responsabilité effective entre les mains ici du Chancelier, là du Président de la République. Ainsi la volonté politique de rapprochement peut-elle être, le cas échéant, immédiatement mise en pratique par les dirigeants. L'Allemagne connaît d'ailleurs quant au fonctionnement de ses institutions, il faut le noter, un consensus intérieur bien plus profond que la France.

Sur le plan militaire, l'entente franco-allemande dispose d'atouts sérieux : l'unité de but des deux forces armées est prolongée et confortée par une complémentarité de moyens. L'interdiction de détention d'armes nucléaires signifiée à l'Allemagne l'a en effet conduite à centrer son effort de défense sur ses forces conventionnelles, qui sont à présent modernes et puissantes ; dans le même temps, la France a, au contraire, concentré ses forces sur le développement d'une arme nucléaire stratégique et tactique aujourd'hui entièrement opérationnelle. Or les deux armées se trouvent avoir de facto la même définition stratégique contre une menace venant de l'Est : il est donc possible d'envisager, entre elles, la conclusion d'accords de défense visant à constituer une force autonome et complète, apte à s'opposer à toute velléité belliqueuse de l'Union Soviétique.

Malgré la crise, le potentiel économique des deux Etats reste élevé et leur croissance nettement plus importante que celles des autres Etats européens de même taille. En vue de l'avènement d'une Europe capable de se mesurer à l'économie américaine, la mise en commun de telles richesses industrielles serait un premier pas décisif.

La thèse qui tend à opposer, à travers la France et l'Allemagne, latinité et germanité comme «ennemis héréditaires» fait bon marché d'une évidence : les populations du sud de l'Allemagne et du nord-est de la France sont moins dissemblables entre elles qu'un Saxon d'un Bavarois, un Lorrain d'un Catalan. En réalité, la position centrale du bloc franco-allemand autant que sa diversité géographique le désignent pour être, entre les pays anglo-saxons et nordiques et les pays latins et ibériques, un trait d'union : ses disparités régionales, synonymes de richesse plus que de discorde, permettent d'offrir aux nations européennes réellement différenciées (Danemark, Espagne, etc.) un pôle d'attraction auquel ils pourront s'agréger sans crainte d'avoir à abdiquer leur particularisme, leur identité nationale.

De la réconciliation au rapprochement

Les évolutions récentes laissent entrevoir une heureuse tendance à l'utilisation de ces atouts communs, dans une optique qui n'est plus seulement celle de la réconciliation franco-allemande, mais d'un

rapprochement tendant à la formation d'un directoire commun pour l'Europe.

L'ordre du jour des rencontres et échanges de vues, désormais réguliers, comprend couramment, outre l'examen de la situation des deux Etats, le point des progrès de la construction européenne – considérée par les deux parties avec une même faveur. Si l'unité de vues n'est pas encore totale, notamment en ce qui concerne les relations avec les Etats-Unis, un net rapprochement s'est dès à présent esquissé en ce qui concerne l'analyse des rapports avec l'Est. France et Allemagne ont pris conscience, semble-t-il, que la détente ne va pas, pour l'Union Soviétique, jusqu'à l'abandon de ses visées sur l'Europe occidentale. Cette appréhension commune des limites de toute «politique à l'Est» a entraîné un renforcement parallèle des liens avec la Chine populaire, sur la base d'un constat de rapprochement stratégique objectif : si la Chine a tout intérêt à ce que les deux principales puissances d'Europe occidentale restent capables d'affronter la menace soviétique, le bloc franco-allemand, quant à lui, ne peut que souhaiter le maintien d'une pression chinoise sur les frontières orientales de l'Empire soviétique.

Face aux mutations du jeu politique mondial, à mesure que se précise le danger qui pèse sur l'Europe et que se confirme le caractère illusoire de la couverture nucléaire américaine, on peut suivre le cheminement lent mais sûr, dans les mentalités européennes, de l'idée d'une défense commune, indépendante des Etats-Unis.

La France, Prusse ou Piémont de l'Europe ?

Sur les cinq Etats importants en Europe : France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, la France et l'Allemagne sont seules, on l'a vu, à être en mesure de jouer un rôle moteur dans la construction européenne. Mais sur le plan géopolitique il apparaît que la France occupe, grâce à ses atouts géographiques, militaires et politiques, une position privilégiée par rapport à l'ensemble des nations européennes, y compris l'Allemagne. Une position qui n'est pas sans rappeler celles d'Etats qui furent, au siècle dernier, à l'origine des unifications italienne et allemande. La France ne peut-elle pas, à l'exemple de la Prusse et du Piémont, s'imposer par son dynamisme et sa détermination comme levain de l'unité européenne ?

La Prusse de Bismarck disposait d'un territoire extrêmement vaste comprenant Rhénanie, Silésie, Brandebourg, Mecklembourg, Poméranie ; le Piémont pour sa part occupait une position charnière entre la péninsule italienne et le reste de l'Europe, qui lui permettait d'être l'interprète et le porte-parole de l'une auprès de l'autre et de jouer

ainsi, dans l'unification italienne, un rôle dirigeant. La France, elle, réunit dans son jeu ces deux atouts : elle bénéficie d'un espace très important, puisqu'il est de 550 000 km² pour une densité de moins de 100 habitants au km². Elle s'affirme ainsi, en matière de superficie et de richesses inexploitées, comme la réserve de l'Europe : en période de crise, ses ressources minérales et agricoles autant que ses espaces quasi-abandonnés et susceptibles de redéveloppement (Massif Central, Sud-Ouest) pourraient s'avérer indispensables à la survie de l'Europe. Mais elle dispose aussi d'une situation géographique privilégiée : située en zone tempérée entre trois mers (Manche, Atlantique, Méditerranée), la France est aussi et surtout ce creuset où sont venus se fondre trois grands peuples : les Gaulois, les Romains et les Germains. On pourrait dire, en schématisant à l'extrême, que le premier lui a donné son tempérament national, le second sa langue et le troisième son nom. Aussi notre pays est-il aujourd'hui un symbole de l'unité et de la diversité européenne.

Grâce à la Ruhr et à la Silésie, l'économie prussienne avait la force de sa diversité, tant agricole qu'industrielle ; moderne et riche, l'agriculture piémontaise assurait au royaume de fructueux échanges économiques avec les pays voisins. De nos jours, la France est avec l'Allemagne le seul pays de la communauté à avoir une puissance économique réellement forte et diversifiée.

La politique d'unification allemande a été servie par une armée prussienne nombreuse, bien équipée, ouverte aux techniques modernes. Le Piémont de Charles-Albert et de Victor-Emmanuel II a constamment donné l'exemple et le signal des insurrections patriotiques : de la première révolte mazzinienne de 1833 à l'expédition des Mille menée par Garibaldi en 1860, les armées piémontaises n'ont cessé d'être le fer de lance du nationalisme italien. La puissance militaire française comprend actuellement des forces conventionnelles – certes insuffisantes – mais aussi une force nucléaire limitée, mais complète : ce caractère polyvalent la place au premier rang en Europe occidentale.

L'Etat prussien, bénéficiant d'une grande stabilité, se montrait fort soucieux de sa souveraineté. Anciennement et solidement structuré, le royaume piémontais disposait d'une constitution libérale, d'un chef d'Etat vigoureux et d'un profond consensus social : aussi convergeaient vers lui toutes les espérances des patriotes italiens. En ce qui concerne la France, sa force politique, qui est réelle, s'appuie sur un gouvernement relativement stable, un Etat structuré et une souveraineté nationale complète depuis sa sortie de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et le développement d'une arme nucléaire indépendante.

Le Risorgimento européen

L'Histoire enseigne qu'il ne suffit pas, pour jouer un rôle historique dans un processus d'unification, d'en avoir les moyens politiques, militaires, économiques et géographiques. Encore faut-il faire la preuve, dans les circonstances décisives, à la fois de la lucidité politique nécessaire pour désigner correctement son ennemi principal et d'une volonté d'indépendance qui s'incarne dans des actes. Pour être complet, le parallèle entre la France et les Etats unificateurs de l'Italie et de l'Allemagne au siècle dernier doit donc comprendre, outre une comparaison statique des moyens, une comparaison dynamique de leurs modes d'utilisation.

Après 1812, c'est avec raison que la Prusse désigne Napoléon, et non plus les Habsbourg, comme danger principal ; de même le Piémont sait oublier ses griefs historiques contre la France et se concilier progressivement son soutien (traité franco-piémontais de 1859) pour lutter contre l'Autriche, adversaire principal de l'unité italienne. Dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, la France a fait montre d'un égal réalisme en désignant l'Union Soviétique, et non plus l'Allemagne, comme ennemi principal et en orientant sa politique étrangère en conséquence.

Face aux volontés hégémoniques de la monarchie autrichienne, la Prusse a manifesté de 1850 à 1866 une farouche volonté d'indépendance ; quant au Piémont, depuis le XVIII[e] siècle et jusqu'à la victoire complète, il n'a cessé d'œuvrer pour l'éveil de la conscience nationale, l'unité et l'indépendance. La France elle aussi, depuis les débuts de la V[e] République, a traduit en actes – et avec quelque éclat – sa détermination à l'indépendance face aux super-puissances, tout en agissant en faveur d'un rapprochement avec les autres puissances européennes.

«Les cartes de l'Europe occidentale sont entre nos mains, écrit Georges Suffert, c'est presque la première fois depuis Louis XIV»[7]. Si, dotée de tels atouts géopolitiques, la France sait continuer à les mettre au service d'une volonté politique claire et lucide, elle pourra prendre la tête de ce Risorgimento dont l'Europe a tant besoin.

---

7. Georges Suffert et Pierre Chaunu, *La peste blanche,* Gallimard, 1976, p. 225.

L'enjeu européen

Si la France aspire à jouer un rôle dans l'avenir de l'Europe occidentale, c'est d'abord à sa défense qu'elle doit contribuer ; car le problème de l'indépendance européenne se pose aujourd'hui d'abord en termes de sécurité. A l'heure actuelle, celle-ci repose encore – ou croit reposer – sur la force nucléaire américaine ; or, non seulement les Etats-Unis entrent dans une nouvelle période d'isolationnisme qui pourrait prendre des formes extrêmes, mais en outre la logique propre de l'arme nucléaire rend douteuse toute caution de cette sorte : dévolue par nature à la sanctuarisation du territoire national, elle paraît infiniment moins fiable pour la défense d'un quelconque glacis protecteur situé hors des frontières ou a fortiori outre-mer. Il est peu probable, dans ces conditions, qu'une Allemagne menacée d'agression soviétique puisse compter sur une intervention nucléaire des Etats-Unis (ou même, dans l'état actuel des choses, de la France) : l'Allemagne se trouverait ainsi livrée à l'Empire soviétique, situé dès lors aux portes de la France.

Il est indispensable, pour empêcher la réalisation d'un scénario qui serait fatal à l'indépendance de l'Europe, que celle-ci dispose de sa propre couverture atomique. Or deux solutions seulement permettraient aujourd'hui de progresser dans cette voie : la constitution d'une force nucléaire allemande ou l'adaptation à l'enjeu européen de la force française. La première solution, s'il est probable qu'elle sera un jour ou l'autre jugée nécessaire par les Allemands et les Européens eux-mêmes, présente dans l'immédiat deux types d'inconvénients : juridiquement, elle serait contraire tant au traité de non-prolifération des armes nucléaires qu'à ceux de Bruxelles et de Paris ; politiquement, elle fournirait un prétexte et risquerait ainsi de précipiter une action soviétique de représailles. Reste alors la solution d'adaptation à l'enjeu européen de la force française : dès à présent, celle-ci fait de la France un pays capable non seulement d'assumer son propre destin, mais encore de constituer le pôle protecteur auquel pourront se rattacher les autres pays européens. Comme l'écrivait, en juin 1975, le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung :* «la force de frappe française a un retard technique d'environ dix ans sur les Etats-Unis. Mais ce retard ne doit pas être surestimé. La France pourrait réduire en cendres une douzaine de grandes villes de l'Union Soviétique y compris au-delà de Moscou jusqu'au-delà du 50e degré de longitude».

Notre pays ne jouera un rôle moteur en Europe que le jour où il pourra sanctuariser l'ensemble de celle-ci avec sa propre force nucléaire. Conforme à la grandeur de la France, cette extension du sanctuaire hexagonal au sanctuaire européen implique dès maintenant un important renforcement de notre puissance nucléaire.

Ainsi promue garante de la sécurité européenne, grâce à une force nucléaire de taille à «sanctuariser» les Etats associés et leurs sources d'approvisionnement, la France pourrait légitimement faire prévaloir ses vues d'avenir : stratégie d'indépendance européenne et modèle européen d'équilibre des trois fonctions sociales et des valeurs correspondantes.

Le destin de la France ne peut plus être dissocié d'un avenir européen tel qu'on peut le redouter mais aussi tel que nous voulons l'espérer. Or, depuis plus de trente ans l'Europe a perdu le rôle prépondérant qu'elle jouait dans l'Histoire du monde. Promise à toutes les dominations, livrée à tous les chantages, pourra-t-elle réaliser ce *grand dessein* de l'unité que Sully, ministre d'Henri IV, appelait déjà de ses vœux ? Si les nations d'Europe se souviennent de ce qui les sépare et oublient ce qui les unit, ces dernières années n'auront été que le prélude du déclin, les derniers feux d'un passé plusieurs fois millénaire. Si elles parviennent à définir en commun non plus seulement des intérêts mais une volonté, cet effacement n'aura été qu'un intermède : un nouveau *miracle* européen sera possible.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

MASSON EDITEUR
120, bd Saint-Germain - 75280 Paris Cedex 06

Dépôt légal : 2e trimestre 1977
Imprimé en France

Composition : COMPOSYSTEM
Achevé d'imprimer sur les presses de :
Imprimerie Fécomme
11-13, ruelle des Champs
77270 Villeparisis

La France a-t-elle encore un avenir ? Déclin démographique, désagrégation sociale, incertitudes politiques : la société française est gravement atteinte par le malaise que subissent l'ensemble des sociétés européennes.

L'heure n'est plus aux méditations désabusées sur le déclin de l'Occident. Ce dont la France a besoin, c'est d'un modèle de société conforme à ses aspirations et fidèle aux permanences de son histoire.

Le présent ouvrage répond à cette attente. Livre de combat, il s'attache moins à dénoncer les programmes collectivistes qu'à définir une ambition pour la France : affirmer son identité profonde dans la perspective d'une Europe indépendante des super-puissances.

Reconnaître le rôle souverain de l'Etat, réconcilier la Nation avec son Armée, responsabiliser l'économie : tels sont les grands traits du modèle de société que le Club de l'Horloge définit, aussi éloigné des valeurs d'une société marchande que du marxisme totalitaire. «Projet volontariste» ? Sans doute. Mais là où il y a une volonté, il y a un chemin.

Le Club de l'Horloge est un cercle de réflexion politique. Ses membres – le plus souvent issu des grandes Ecoles – sont âgés de vingt-cinq à trente-cinq ans.

Leur objectif est de contribuer au renouvellement des idées dont la société française a besoin. Ils se proposent en particulier de relier la pensée scientifique dans ses acquits les plus récents aux préoccupations plus directement politiques. A cette fin, ils ont résolu de s'affranchir des contraintes du terrorisme intellectuel.

Pour le Club de l'Horloge, le débat doctrinal est le préalable essentiel du débat politique.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7531 00756902 4

ISBN : 2-225 47938-0